

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 1144

[2001/29008]

24 AOÛT 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant création du Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative, modifié par les décrets des 10 avril 1995, 24 juillet 1997 et 8 février 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 12 mai 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 18 mai 2000;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé, auprès de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, un Conseil pédagogique de l'Enseignement de la Communauté française, ci-après dénommé « le Conseil ».

Art. 2. Le Conseil pédagogique concerne l'Enseignement obligatoire, l'Enseignement de promotion sociale, l'Enseignement supérieur hors université et les Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française.

Art. 3. § 1^{er}. Le Conseil adresse aux Ministres concernés des avis et propositions sur :

1° les réformes fondamentales de l'Enseignement;

2° les problèmes pédagogiques qui concernent plusieurs niveaux ou formes d'enseignement.

3° les rythmes scolaires;

4° les grands problèmes de société (violence, drogue, maltraitance,...) et leur répercussion au sein des écoles;

5° l'apprentissage de la citoyenneté à l'école;

6° toute autre question à caractère pédagogique qui lui est soumise par le Gouvernement ou par l'Administration.

7° il aura aussi pour mission d'inventorier, évaluer et promouvoir les expériences pédagogiques menées dans l'Enseignement de la Communauté française, il adressera aux Ministres concernés des avis et des propositions en vue d'améliorer le fonctionnement de l'Enseignement de la Communauté française.

§ 2. Le Conseil adresse ses avis et ses propositions aux Ministres concernés via l'Administration.

§ 3. Le procès-verbal approuvé des réunions du Conseil est envoyé par le Service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en pédagogie et du Pilotage de l'Enseignement de la Communauté française aux Ministres compétents dans les dix jours, avec ses avis et considérations s'il échet.

Ce Service général fait parvenir, dans les dix jours, une copie du procès-verbal aux autres services administratifs concernés.

Art. 4. Le Conseil est composé :

1° des Présidents des districts sociopédagogiques.

Lorsqu'un district sociopédagogique est le résultat de la fusion entre deux districts, celui-ci est représenté par le Président et le Vice-président qui proviennent chacun d'un des deux anciens districts;

2° des six chargés de mission coordinateurs de zone(s) de l'Enseignement secondaire;

3° de trois Présidents de zone de l'Enseignement fondamental désignés par le Ministre ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions;

4° de trois Directeurs-présidents ou Directeurs de catégorie de Hautes Ecoles de la Communauté française désignés par le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions;

5° d'un Président de zone de l'Enseignement de promotion sociale désigné par le Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

6° de sept membres représentant chacun des services d'Inspection concernés désignés par le Ministre ayant l'Inspection de l'Enseignement dans ses attributions;

7° d'un représentant de chaque Ministre concerné;

8° du Directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en pédagogie et du Pilotage de l'enseignement de la Communauté française ou de son représentant.

Art. 5. Le Conseil désigne un Président et deux Vice-présidents, membres du Conseil à l'exception des membres des catégories 2°, 7° et 8° visés à l'article 4.

Le Président et les Vice-présidents sont nommés par le Gouvernement pour un mandat de quatre ans, renouvelable.

Art. 6. Le mandat des membres du Conseil visé à l'article 4, 1°, 3°, 4°, 5° et 6° est de quatre ans, renouvelable.

Art. 7. Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné cesse de faire partie du Conseil.

Art. 8. Pour chacun des membres visés à l'article 4, 1°, 3°, 4° et 6°, il est désigné un membre suppléant.

Le suppléant d'un Président de district socio-pédagogique est de droit le Vice-président du même district.

Pour les districts issus d'une fusion, les suppléants sont désignés parmi les membres du collège du district.

Art. 9. Le Conseil est convoqué par le Président, soit d'initiative, soit à la demande d'un des Ministres concernés, soit à la demande de l'Administration, soit à la demande d'un tiers au moins de ses membres.

Art. 10. Le Conseil délibère valablement si la majorité des membres est présente.

Toutefois, lorsque le Conseil a été convoqué une fois sans réunir le nombre des membres nécessaires, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer valablement sur le même objet, quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 11. Les résolutions sont prises à la majorité des membres présents.

Art. 12. Le Conseil peut constituer en son sein des commissions chargées de l'étude de problèmes particuliers. Il peut aussi faire appel à des experts choisis en dehors du conseil.

Art. 13. Le secrétariat du Conseil est composé du Secrétaire et du Secrétaire adjoint. Ceux-ci sont des fonctionnaires issus du Service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en pédagogie et du Pilotage de l'Enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 14. Les frais de fonctionnement du Conseil et des commissions ainsi que les frais de déplacement des membres sont à charge du budget du Service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en pédagogie et du Pilotage de l'Enseignement de la communauté française.

Art. 15. Les mandats des membres du Conseil sont gratuits.

Ceux-ci bénéficient d'indemnités pour frais de parcours. Pour le calcul de ces indemnités, ils sont assimilés aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française de rang 12.

Les personnes à la collaboration desquelles il serait fait appel en application de l'article 12 du présent arrêté sont indemnisées pour leurs frais de parcours aux conditions fixées pour les membres du Conseil.

Art. 16. Quand ils participent aux réunions du Conseil, les membres sont en activité de service.

Art. 17. Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 18. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 octobre 1992 portant création du Conseil pédagogique de l'Enseignement de la Communauté française est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 19. Le présent arrêté produit ses effets à la date de sa signature.

Bruxelles, le 24 août 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'ONE

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

F. DUPUIS

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale,

W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 1144

[2000/29008]

24 AUGUSTUS 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de Pedagogische raad voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een regeling tot inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap, gewijzigd bij de decreten van 10 april 1995, 24 juli 1997 en 8 februari 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 mei 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 mei 2000;

Op de voordracht van de Minister van Secundair onderwijs, Kunsten en Letteren,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt bij het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek een Pedagogische raad voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap opgericht, hierna « de Raad ».

Art. 2. De Pedagogische raad betreft het verplicht onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, het hoger onderwijs buiten de universiteit en de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap.

Art. 3. § 1. De Raad stuurt aan de betrokken Ministers adviezen en voorstellen omtrent :

1° de basishervormingen van het Onderwijs;

2° de pedagogische problemen die betrekking hebben op verscheidene onderwijsniveaus of -vormen;

3° de schoolritmes;

4° de grote gemeenschapsproblemen (geweld, drug, mishandeling, ...) en hun weerslag binnen de scholen;

5° het aanleren van burgerschap op school;

6° elk ander probleem met pedagogisch karakter dat hem door de Regering of het Bestuur wordt voorgelegd;

7° ook zal hij tot opdracht hebben de pedagogische experimenten gevoerd in het Onderwijs van de Franse Gemeenschap te inventariseren, te evalueren en te bevorderen; ook zal hij de betrokken Ministers adviezen en voorstellen toezenden met als doel het verbeteren van de werking van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De Raad stuurt zijn adviezen en voorstellen aan de betrokken Ministers via het Bestuur.

§ 3. De goedgekeurde notulen van de vergaderingen van de Raad worden toegezonden door de Algemene dienst Pedagogische Zaken, Onderzoek in de Pedagogie en Sturing van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap aan de bevoegde Ministers binnen de tien dagen, met adviezen en overwegingen indien nodig.

Deze Algemene dienst laat binnen de tien dagen een afschrift van de notulen geworden aan de andere betrokken bestuursdiensten.

Art. 4. De Raad wordt samengesteld uit :

1° de Voorzitters van de sociaal-pedagogische districten. Wanneer een sociaal-pedagogisch district het resultaat is van de samenvoeging van twee districten, wordt het vertegenwoordigd door de voorzitter en de Ondervoorzitter die elk voortkomen uit één van beide voormalige districten;

2° zes opdrachthouders, zonecoördinatoren van het Secundair onderwijs;

3° drie Zonevoorzitters van het Basisonderwijs aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid het Basisonderwijs behoort;

4° drie Directeurs-voorzitters of Categoriédirecteurs van de Hogescholen van de Franse Gemeenschap aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort;

5° één Zonevoorzitter van het Onderwijs voor sociale promotie aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort;

6° zeven leden die elk één van de betrokken diensten van Inspectie vertegenwoordigen en die aangewezen worden door de Minister tot wiens bevoegdheid de Inspectie van het Onderwijs behoort;

7° één vertegenwoordiger van elke betrokken Minister;

8° de Adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst Pedagogische Zaken, Onderzoek in de Pedagogie en Sturing van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap of zijn vertegenwoordiger.

Art. 5. De Raad stelt een Voorzitter en twee Ondervoorzitters aan, die leden zijn van de Raad met uitzondering van de leden van de categorieën 2°, 7° en 8° bedoeld bij artikel 4.

De Voorzitter en de Ondervoorzitters worden door de Regering benoemd voor een hernieuwbaar mandaat van vier jaar.

Art. 6. Het mandaat van de leden van de Raad bedoeld bij artikel 4, 1°, 3°, 4°, 5° en 6° is een hiernieuwbaar mandaat van vier jaar.

Art. 7. Ieder lid dat de hoedanigheid verliest waarvoor het aangesteld werd houdt op lid te zijn van de Raad.

Art. 8. voor ieder van de leden bedoeld bij artikel 4, 1°, 3°, 4°, 5° en 6°, wordt een plaatsvervangend lid aangewezen.

De plaatsvervanger van de Voorzitter van een sociaal-pedagogisch district wordt van rechtswege de Ondervoorzitter van hetzelfde district.

Voor de districten die voortkomen uit een samenvoeging worden de plaatsvervanger aangewezen onder de leden van het college van het district.

Art. 9. De Raad wordt bijëengeroepen door de Voorzitter, ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag van de betrokken Ministers, ofwel op aanvraag van het Bestuur, ofwel op aanvraag van minstens een derde van zijn leden.

Art. 10. De Raad beraadslaagt en beslist geldig indien de meerderheid der leden aanwezig is.

Wanneer de Raad echter bijëengeroepen wordt een eerste keer zonder het aantal nodige leden, dan kan hij, na een nieuwe oproeping, geldig beraadslagen en beslissen over hetzelfde onderwerp, wat het aantal aanwezige leden ook moge zijn.

Art. 11. De resoluties worden genomen bij de meerderheid der aanwezige leden.

Art. 12. De Raad kan in zijn midden commissies samenstellen belast met het onderzoek van specifieke problemen. Hij kan ook de hulp inroepen van deskundigen gekozen buiten de Raad.

Art. 13. Het secretariaat van de Raad bestaat uit de Secretaris en de Adjunct-secretaris. Deze personen zullen ambtenaren zijn voortkomend uit de Algemene Dienst Pedagogische Zaken, Onderzoek in de Pedagogie en Sturing van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap.

Art. 14. De werkingskosten van de Raad en van de commissies alsook de verplaatsingskosten van de leden vallen ten laste van de begroting van de Algemene Dienst Pedagogische Zaken, Onderzoek in de Pedagogie en Sturing van het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. De mandaten van de leden van de Raad worden niet bezoldigd.

Deze leden genieten vergoedingen inzake reiskosten. Voor de berekening van deze vergoedingen worden ze gelijkgesteld met de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap van rang 12.

De personen van wie de medewerking wordt gevraagd met toepassing van artikel 12 van dit besluit worden vergoed voor de reiskosten volgens de voor de Raadsleden bepaalde voorwaarden.

Art. 16. Wanneer ze deelnemen aan de vergaderingen van de Raad, zijn de leden in dienstactiviteit.

Art. 17. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op, dat ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd.

Art. 18. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 1992 tot oprichting van de Pedagogische Raad van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 19. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van de datum waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 24 augustus 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de ONE,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

F. DUPUIS

De Minister van Jeugd, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie,

W. TAMINIAUX